

- Un réchauffement des tensions commerciales entre les États-Unis et l'Union européenne semble possible après les négociations du mois dernier, alors que les États-Unis et le Japon ont finalisé une entente qui élimine la plupart des tarifs. L'imposition de tarifs menace toujours d'envelopper le commerce entre les États-Unis et la Chine.
- Les actions ont en général progressé dans les marchés développés et les marchés émergents, car la volatilité a reculé. Les rendements des obligations gouvernementales ont grimpé dans un environnement défini par le retrait lent des politiques accommodantes des banques centrales.
- Les données économiques fondamentales qui favorisent les marchés boursiers semblent toujours solides, même en Europe et dans les économies en développement. Les taux d'intérêt, bien qu'en hausse, continuent d'être à des niveaux qui soutiennent la croissance économique mondiale.

Contexte économique

Le deuxième semestre de l'année a débuté avec des progrès mitigés sur la scène thématique mondiale. Les barrières commerciales, qui ont connu une escalade jusqu'au début de juillet et menacent toujours d'envelopper le commerce entre les États-Unis et la Chine, ont semblé sur le point d'obtenir une aide substantielle entre les États-Unis et l'Union européenne après des négociations à la fin du mois couronnées de succès entre le président Donald Trump et Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne. Au milieu de juillet, l'Union européenne et le Japon ont aussi finalisé une entente commerciale importante qui a éliminé la plupart des tarifs entre les deux partenaires commerciaux.

L'alliance occidentale a subi un revers, car le président Trump a déclaré que l'Union européenne était un adversaire pour ce qui est du commerce et a remis en question le principe de défense mutuelle du pacte après le sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord à Bruxelles, en Belgique. Le face-à-face entre le président américain et le président russe Vladimir Poutine a soulevé des préoccupations pour l'ensemble du spectre politique – particulièrement après une conférence de presse subséquente pendant laquelle Trump a remis en doute les conclusions unanimes des agences de renseignements américaines relatives à l'interférence de la Russie lors des élections américaines de 2016.

La première ministre britannique Theresa May a exclu la possibilité de permettre à l'Irlande du Nord de rester dans l'union douanière ou le marché unique afin de tenter de satisfaire les conservateurs favorables au Brexit, mais a continué d'entretenir la possibilité d'harmoniser l'ensemble du régime commercial du Royaume-Uni avec le reste des états membres. Le négociateur en chef du Brexit pour l'Union européenne, Michel Barnier, a rejeté une composante clé du plan de May qui visait à ce que chaque région recueille des droits de la part de l'autre. Le ministre des Affaires étrangères et le ministre responsable du Brexit de May ont démissionné au début du mois après avoir annoncé leur désaccord avec la proposition de négociation finale de la première ministre.

La Banque du Canada a augmenté son taux de financement à un jour à 1,50 % au milieu de juillet. Il s'agit de la deuxième hausse de taux de 0,25 % par la banque depuis 2018 et la quatrième au cours des douze derniers mois. Le gouverneur de la banque, Stephen Poloz, a indiqué que l'économie fonctionne presque qu'aux limites de sa capacité, que le marché de l'emploi est solide et que l'inflation se situe près de sa cible. Le conseil de direction continuera de se fier aux données pour augmenter les taux de façon graduelle. Le Federal Open Market Committee n'a adopté aucune mesure supplémentaire le premier août après avoir augmenté le taux des fonds fédéraux en juin. Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a haussé son taux directeur au début d'août afin de tenter d'atténuer les pressions inflationnistes; lors de sa rencontre de la fin de juillet, la Banque centrale européenne a réaffirmé son engagement envers la trajectoire de sa politique visant à modérer les achats d'actifs pendant le reste de 2018. La Banque du Japon a conservé son taux cible près de zéro, mais a fait passer sa plage de -0,2 % à 0,2 % (une augmentation de 0,1 %) à la fin de juillet.

Selon Statistique Canada, le taux d'inflation (mesuré par la variation de l'Indice des prix à la consommation [IPC]) a augmenté de seulement 0,1 % en juin. Pour la période de douze mois, l'IPC a gagné 2,5 %, et commence à se rapprocher de l'extrémité supérieure de la fourchette cible de 1 à 3 % de la Banque du Canada. Les gains des prix à la production ont été nettement plus élevés, particulièrement au cours des douze derniers mois. L'Indice des prix des produits industriels (IPPI) et l'Indice des prix des matières brutes (IPMB) ont tous deux augmenté de 0,5 % en juin. Les prix sur douze mois ont augmenté de 5,1 % pour l'IPPI et de 20,1 % pour l'IPMB. Les gains pour tous les indices d'inflation sont en grande partie imputables aux produits de l'énergie, dont les prix de l'essence et du pétrole brut, qui ont nettement augmenté au cours de l'année dernière.

Les sondages préliminaires indiquent une accélération de la croissance manufacturière aux États-Unis et une expansion continue solide de l'activité des services en juillet. Les ventes de maisons ont reculé en juin. Il s'agit du troisième mois de baisse pour les ventes de maisons existantes et du taux de ventes de nouvelles maisons le plus faible depuis février. Les estimations initiales du produit intérieur brut (PIB) du deuxième trimestre ont montré que la croissance économique américaine a accéléré à un taux annualisé de 4,1 % en raison des dépenses de consommation et des exportations solides.

Les volumes de vente au Royaume-Uni ont indiqué une demande de détail solide en juillet, selon le sondage des distributeurs, mais étaient en baisse depuis les niveaux élevés enregistrés en juin. Les tendances du secteur industriel étaient semblables, avec des résultats de sondages généralement favorables pour juillet qui étaient néanmoins légèrement inférieurs à ceux du mois précédent. Les prix à la consommation sont restés inchangés dans l'ensemble en juin, ce qui a fait en sorte que l'augmentation sur douze mois est restée inchangée à 2,4 %; les prix à la production ont augmenté de 10,2 % (pour les intrants) et de 3,1 % (pour les extrants) par rapport à l'année précédente.

L'activité manufacturière dans la zone devrait enregistrer une expansion continue solide en juillet, selon un sondage préliminaire, tandis que la croissance des services a reculé à des niveaux toujours respectables. Le taux de chômage a baissé à 9,1 %, le plus faible dans la zone euro depuis février 2009. Le PIB a reculé de 0,3 % pendant le deuxième trimestre et de 2,1 % pour la période de douze mois. Malgré une croissance du PIB quelque peu décevante, l'économie de la zone euro reste relativement saine.

Répercussions sur les marchés (en dollars canadiens)

La hausse de taux par la Banque du Canada le 12 juillet a constitué un revers pour les marchés des titres à revenu fixe nationaux. Malgré des données sur l'inflation plutôt saines, les obligations à rendement réel ont éprouvé des difficultés, car les mesures de la Banque du Canada devraient plafonner les pressions inflationnistes supplémentaires. Les obligations de sociétés ont mieux performé que les obligations gouvernementales et sont restées légèrement positives depuis le début de l'année, malgré un recul en juillet. Les obligations gouvernementales sont maintenant légèrement négatives depuis le début de l'année. Les prêts hypothécaires résidentiels et les obligations du Trésor à 30 jours ont résisté à la tendance et ont terminé le mois en territoire positif. Les obligations à rendement élevé américaines ont été essentiellement stables en dollars canadiens, car le huard s'est raffermi, mais ont affiché des gains solides lorsque couvertes contre le risque de change.

Les marchés boursiers mondiaux ont été positifs, avec en tête les actions des grandes sociétés américaines. Les grandes capitalisations nationales ont poursuivi leur reprise après un début d'année difficile en 2018. Par contre, les petites sociétés ont éprouvé des difficultés, car le secteur des matières (qui est fortement représenté dans l'indice des petites capitalisations) a particulièrement tiré de l'arrière au cours du mois. Les actions japonaises et britanniques ont reculé, mais la plupart des autres marchés développés ont connu une hausse. Les marchés émergents ont dans l'ensemble affiché des gains, entraînés par une progression de plus de dix pour cent au Brésil, tandis que la Chine a reculé, car elle reste la principale cible de la guerre commerciale de Trump.

Données indicielles (juillet 2018)

- L'indice composé S&P/TSX a enregistré une hausse de 1,15 %.
- L'indice obligataire universel Canada FTSE TMX a enregistré un rendement de -0,74 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a augmenté de 2,66 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a progressé de 1,96 %.
- L'indice ICE BofA Merrill Lynch US High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit 1,05 % (couvert contre le risque de change) et 0,08 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », a enregistré une tendance à la baisse, passant de 16,09 à la fin de juin à 12,83 le dernier jour de juillet.
- Les cours du pétrole brut WTI Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, sont restés assez volatils passant de 74,15 \$US le baril à la fin de juin à 68,76 \$US le dernier jour de juillet.
- Le huard s'est raffermi par rapport aux principales devises mondiales, terminant le mois de juillet à 1,30 \$CA par \$US. Le dollar américain a peu fluctué, terminant le mois à 1,31 \$ contre la livre sterling, 1,17 \$ contre l'euro et à 111,94 yens.

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive des SEI Investments Company, est le gérant des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et à titre éducatif uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, SEI ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières pourraient changer sans préavis.

Les rendements indiciels sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels. Les rendements indiciels ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement.

Les opérations sur fonds communs de placement peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi, des frais de gestion et d'autres types de frais. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur fluctue fréquemment et leurs rendements antérieurs peuvent ne pas se répéter.